en 1900—que ce n'est pas précisément à l'avènement du gouvernement libéral au pouvoir, mais à des causes en dehors de l'initiative du cabinet et surtout aux bienfaits de la Providence, qu'il faut attribuer la prospérité actuelle. Or, s'il faut attribuer la prospérité du pays à l'avènement du gouvernement libéral au pouvoir, pourquoi le ministre des Postes, tout en réclamant le mérite de cette prospérité, ne pourrait-il pas voir le doigt de la Providence dans ces nominations? On le voit, cette théorie est d'application facile; elle permet de partager les responsabilités de l'état de choses actuel, et en la remodelant et la modifiant quelque peu, le ministre en pourrait tirer bon profit. Les députés de droite qui sont censés aspirer aux honneurs de la magistrature ou du Sénat, se montrent quelque peu nerveux, quand ces questions reviennent sur le tapis; mais à coup sûr, si on leur fait amplement remarquer que l'œil de la Providence veille sur eux, ils ne sauraient se formaliser de la chose.

J'ai ici un regret à exprimer: c'est que le discours du Trône passe sous silence la question du service rapide transatlantique, chose que le gouvernement, il y a quelques années, nous annonçait comme fait accompli. Je le regrette d'autant plus que tout le monde reconnaît l'importance de ce service. Les Anglais de passage au pays, s'étonnent des énormes placements de capitaux américains dans nos entreprises nationales, et quand on leur demande pourquoi les capitaux anglais ne se déversent pas en aussi grandes quantités afin de favoriser le développement de nos ressources ils nous répondent que le meilleur moyen de rapprocher le Canada et la mère-patrie est l'établissement de communications océaniques plus rapides entre les deux pays. On connaît l'attitude du gouvernement à ce sujet par le passé. Bien qu'en 1898, ils nous aient déclaré que l'entreprise allait infailliblement aboutir, rien ne s'est fait depuis cette époque, le gouvernement s'étant contenté de pallier sa négligence. Et quand aujourd'hui ces messieurs viennent nous dire qu'ils se proposent d'établir une ligne de steamships entre le Canada et l'Afrique-sud, je suis tenté de leur demander s'ils se proposent de pousser cette entreprise de l'avant avec autant d'énergie qu'ils en ont déployée relativement à la première entreprise. S'ils font preuve à l'égard de ce nouveau service de l'apathie manifestée à l'égard du service rapide transatlantique, j'en suis convaincu, les marchés de l'Afrique sud, comme l'a fait observer cet après-midi le député d'York-ouest, seront perdus pour nous et le commerce de ce pays aura été accaparé par d'autres nations, à l'époque où nous aurons établi la ligne de communication en question.

Il est une autre question dont il n'est pas fait mention dans le discours du trône, c'est notre situation commerciale à l'égard de l'Allemagne: ou si l'on veut, la question des

droits différentiels stipulés par le tarif allemand à l'encontre du Canada, et au bénéfice de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. L'année dernière, quand j'ai signalé la chose à la Chambre, je le dis à regret, le ministre des Finances (l'honorable M. Fielding) a semblé porté à justifier l'initiative de l'Allemagne, en refusant au Canada des privilèges qu'elle accorde à la mère-patrie et aux Etats-Unis. J'ai trouvé la chose d'autant plus regrettable qu'en raison de la préférence que nous avons accordée à la mère-patrie il y a quelques années, nous aurions été en lieu d'espérer que l'Angleterre aurait refusé de conclure avec l'Allemagne un traité provisoire des bénéfices duquel le Canada est exclu. Non, ce n'est pas là le résultat que nous étions en lieu d'attendre de la préférence accordée à la mère-patrie, d'autant plus qu'elle a virtuellement tourné au bénéfice de l'Allemagne même. On le sait en effet, des articles de provenance allemande, fruits du capital et de la main-d'œuvre allemands, sont envoyés en Angleterre pour y recevoir le fini, puis de là, sont expédiés au Canada, où ils sont admis à titre de marchandises de provenance anglaise sous l'empire du tarif de préférence. L'Allemagne—et je tiens mes renseignements de source autorisée en pareille matière—retire ainsi d'assez beaux bénéfices de la préférence que nous avons accordée aux marchandises anglaises; tandis que, d'autre part, les droits dont nos marchandises sont frappées par le tarif allemand, sont beaucoup plus élevés que ceux acquittés par les marchandises anglaises. Que ce tarif ait un effet désastreux sur le commerce canadien, la chose est indubitable. Je constate d'après la statistique que les exportations du Canada en Allemagne accusent une diminution de \$600,000 sur celles de 1899; tandis que les exportations des Etats-Unis et de l'Angleterre et particulièrement les premières, accusent une forte augmentation. Et cela, M. l'Orateur, notez-le bien, à une époque où nos exportations à l'étranger ont pris un accroissement très sensible. Ce tarif de droits différentiels, tous nos exportateurs canadiens en ressentent les effets, et je regrette que le gouvernement n'ait pas cru devoir nous donner dans le discours du trône le moindre renseignement touchant les efforts tentés ou les démarches qu'il se propose de faire pour remédier à cette grave injustice.

La question des frontières de l'Alaska, voilà encore une question sur laquelle les renseignements nous font défaut. L'année dernière, le premier ministre nous a dit qu'il était intervenu entre le gouvernement américain et le nôtre une convention ou plutôt un compromis de nature provisoire, au sujet d'une ligne frontière, et que le rapport de la commission chargée d'établir cette ligne-frontière nous serait soumis à brève échéance. Je m'informai alors si cette ligne était de la nature d'un compromis, et j'ai cru comprendre, d'après la réponse du pre-